



République du Congo – Programme Utilisation Durable des Terres (PUDT) Adoptée par voie électronique le 02 mai 2022

EB.2022.05

Considérant:

- a) La décision [EB.2020.15](#) du 5 octobre 2020 sur la sélection des organes de mise en œuvre pour le développement du portefeuille de programmes, incluant l'Agence Française de Développement (AFD) pour la préparation d'un document de programme relatif à l'Aménagement du Territoire ;
- b) Le cadre programmatique et les Termes de référence du programme d'Aménagement du Territoire ;
- c) La décision [EB.2020.23](#) portant sur la « Fiche de Présentation de Projet » développée après la mission de lancement tenue avec les points focaux nationaux du 14 au 23 octobre 2020, le calendrier de soumission du document de projet prévu pour avril 2021 ;
- d) La première version du document de programme soumise le 25 juillet 2021 et les trois évaluations subséquentes finalisée le 27 août 2021 ;
- e) La deuxième version du document de programme soumise le 20 décembre 2021 et les deux évaluations indépendantes finalisées le 3 février 2022 ;
- f) La dernière version amendée du document du programme et la matrice de réponse des commentaires soumises le 3 mars 2022 ;

Le Conseil d'Administration,

1. Remercie l'AFD pour son document programme révisé et les améliorations importantes relevées par les évaluateurs indépendants ;
2. Demande à l'AFD de réviser son document de programme et d'en soumettre une version finale à CAFI pour examen par le Conseil d'Administration de CAFI et par le Comité de Pilotage du partenariat CAFI-République du Congo, et souligne le besoin de revoir les éléments suivants :

Sur la Théorie du Changement :

- 2.1. Reprendre la partie contextuelle et les objectifs du programme en vue **d'expliciter la problématique en accord avec la Théorie du Changement** (résultats, effets et impacts recherchés). L'aménagement du territoire, l'état de sa mise en œuvre en République du Congo et ses enjeux devraient introduire cette section en relation avec les objectifs de la Lettre d'Intention pour la gestion des terres rurales et, en particulier, des zones à Haute Valeur de Conservation/Haut Stock de Carbone (HSC/HVC). La problématique et le périmètre d'intervention – géographique, thématique et sectoriel (restreint par rapport aux attentes de la loi de 2014 conformément à son ambition et aux moyens alloués) – devraient être clairement présentés pour justifier les interventions du programme. **Les secteurs structurant comme les mines, hydrocarbures, énergie et infrastructures et les besoins relatifs à la planification spatiale de leur développement devraient être présentés au même titre que les secteurs forestiers et agricoles ;**
- 2.2. Clarifier le **lien entre l'identification des HSC/HVC et le classement des forêts au Domaine Forestier Permanent** limité aux classements des actuelles Unités Forestières d'Aménagement (UFA). La stratégie relative à l'atteinte des objectifs de la Lettre d'Intention, à savoir les engagements de non-conversion des forêts HSC/HVC et la déforestation limitée des forêts non HSC/HVC, devraient être clarifiés ;
- 2.3. Mettre en évidence les stratégies proposées pour assurer **l'appropriation nationale** des différents produits au-delà du dialogue prévu au niveau des organes de concertation et de décision. En effet, le programme proposé repose en grande partie sur de l'expertise externe et il est important que les activités puissent être menées en étroite collaboration avec les instances en charge de leur intégration dans les stratégies nationales et plans opérationnels ;

Sur les sous-résultats relatifs au processus national d'aménagement du territoire (Sous-résultats A, E, F) :

- 2.4. Restructurer ces trois sous-résultats pour éviter les chevauchements et faciliter la compréhension du processus en adéquation avec la théorie du changement avec, **d'une part un résultat sur la structuration du processus de décision, de concertation et de participation** qui reste à définir et **d'autre part, un résultat sur les activités de planification spatiale des stratégies nationale et sectorielles influençant les décisions sur les utilisations des terres en zones rurales** (y inclus les secteurs des mines, hydrocarbures, énergie, infrastructures et zones économiques spéciales). Il s'agira notamment d'appuyer les secteurs clés à élaborer leurs schémas sectoriels et appuyer les organes décisionnaires dans la mise en cohérence des schémas sectoriels ;
- 2.5. Examiner la possibilité d'intégrer au PUDT **un appui spécifique au ministère des Industries Minières et de la Géologie (MIMG)** et ses partenaires pour (i) les travaux de cartographie des permis existants conformément à la classification du code minier en vigueur (ii) la spatialisation de sa stratégie de développement ;
- 2.6. Ne pas restreindre **la composition du Groupe d'Animation et de Concertation sur l'Aménagement du Territoire (GACAT)**, afin de promouvoir un mécanisme de concertation flexible. Le GACAT doit pouvoir réunir les acteurs clés des différentes thématiques de l'aménagement du territoire en fonction des besoins et des avancements des travaux. Il doit aussi permettre aux différentes institutions de présenter et discuter leurs visions et résultats de spatialisation faisant intervenir des représentants différents en fonction des objectifs des concertations et de leurs mandats. L'ensemble des budgets relatifs à l'animation des réunions thématiques du GACAT devraient être compilés sous l'activité « animation du GACAT » ;

- 2.7. Intégrer les attentes du **jalon 1.9 sur les cadres de concertation pilotes** dans la stratégie proposée pour le produit relatif à la gestion des cas de superposition ;

Sur le produit relatif au partage de production :

- 2.8. Justifier les activités proposées au regard du **calendrier de l'adoption de la loi**. L'AFD en appui au Ministère de l'Économie Forestière (MEF) pourrait examiner la possibilité de mettre en place un processus itératif avec une facilitation et une assistance technique au MEF et groupes de travail permettant d'analyser avec les impacts (risques et opportunités) économiques, sociaux et environnementaux des différentes options structurant la mise en œuvre du partage de production en vue de fournir aux décideurs des outils d'aide à la décision pour la structuration du cadre réglementaire. En outre, il est demandé de préciser l'articulation entre les groupes de travail et le Groupe de Travail Multi-Acteurs (GTMA) sur cette question et créer les synergies appropriées pour un processus efficace, évitant les doublons de compétences ;

Sur le produit relatif aux textes d'application du code forestier :

- 2.9. Prendre en considération **les travaux déjà réalisés et en cours** (l'étude de l'identification des textes d'application a été réalisée en 2021 et 11 premiers textes ont été produits en février 2022) et d'ajuster les activités et budget correspondants. En outre, il est demandé de préciser l'articulation entre les groupes de travail et le GTMA sur cette question et créer les synergies appropriées pour un processus efficace, évitant les doublons de compétences ;

Sur le sous-résultat relatif aux tourbières :

- 2.10. Retirer la ligne d'affectation budgétaire de 100,000 USD au **projet Opérationnalisation du Système National de Mesure, Notification et Vérification (SYNA-MNV)** qui est un programme distinct déjà financé par le Fonds CAFI ;

Sur le résultat relatif à l'aménagement des départements pilotes :

- 2.11. Assurer **l'appropriation et la prise de décision sur les Schémas Départementaux d'Aménagement du Territoire (SDATs), les Plans Départementaux d'Aménagement du Territoire (PDATs) ainsi que les schémas directeurs d'approvisionnement en énergie des institutions en ayant le mandat** conformément à la loi relative à l'aménagement du territoire de 2014 et aux mandats des autorités déconcentrées et décentralisées ;
- 2.12. Clarifier la stratégie de mise en cohérence du Schéma National d'Aménagement du Territoire (SNAT) avec les SDATs/PDATs en conformité avec la loi relative à l'aménagement du territoire et justifier que les niveaux géographiques inférieurs (terroirs, villages, etc.) dont les travaux des cartographies participative seront effectivement pris en compte dans le PI-PUDT ;

Sur le format du document de programme :

- 2.13. Insérer un **résumé exécutif et un lexique** de définition des concepts utilisés dans le document de programme en particulier pour les concepts suivants : l'agriculture zéro-déforestation et climato-intelligente et leurs différences; domaine agricole, réserve foncière, SNAT/PNAT/SDAT/PDAT, affectation, utilisation et occupation des terres ;
- 2.14. Insérer **un schéma des organes, groupes de travail et de concertation et des plateformes supportées par le programme** en vue de comprendre les rôles, mandats et interactions entre celles-

ci et examiner les possibilités de mutualiser les travaux au sein de mêmes plateformes pour des soucis d'efficience. Certaines plateformes, comme les plateformes filières spécifiques, ne devraient être créées que si leur pérennité, en dehors du financement du programme, peut être garantie. En termes de budget, l'ensemble des budgets prévus à la facilitation du travail de chacun de ces groupes pourront être repris dans une seule ligne budgétaire en vue de faciliter la compréhension et éviter les doublons ;

- 2.15. Retirer aux résultats et activités du programme, les activités relatives aux **sauvegardes et suivi-évaluation** propres aux programmes PUDT et PI-PUDT et les intégrer aux sections du document de programme relatives à chacune. Le budget important **de ces activités devra être justifié, compilé** et repris dans la section B du budget (coûts de gestion du programme) ;
- 2.16. **Prendre le budget** en conformité avec le document de programme (les activités décrites au document de programme doivent toutes apparaître au budget), le format CAFI du budget, les prérequis du Fonds fiduciaire multipartenaire du Programme des Nations Unies pour le développement et du manuel d'opération de CAFI (destination finale des équipements du projet, informations sur les contrats de passation de marché de valeur supérieurs à 100 000 USD, etc.). Les véhicules et équipements mis à disposition des prestataires de services sur la durée du projet devraient être repris dans les coûts de gestion de programme et les frais indirects de gestion inclus dans les activités dans les coûts de soutien indirect. Au terme du programme, les équipements devront être transférés au gouvernement ;
- 2.17. Compléter la section relative à la **cohérence avec les programmes existants et à venir** (programmes appuyés par CAFI et IKI, etc.) et identifier les synergies potentielles qui seront explorées dans le cadre de la mise en œuvre du PUDT (participation des partenaires au Comité de pilotage ou GACAT, etc.) ;
3. Reconnaître que le montant alloué au travers du fonds CAFI pourra excéder 15 M USD dans la limite maximale de 18 M USD étant donné que l'Unité de Coordination et les Unités de Gestion du programme ainsi que les sauvegardes seront mobilisées pour le PUDT et le Programme d'Investissement du PUDT (PI-PUDT) en cours d'élaboration sous réserve que :
 - 3.1. L'AFD soumette une première version du document de programme PI-PUDT avec la dernière version du document de programme PUDT révisée ;
 - 3.2. Le montant global alloué par le fonds CAFI pour les deux programmes ne dépasse pas 35 M USD conformément à la décision [EB.2020.15](#) du 5 octobre 2020 et que le montant total des coûts de gestion des programmes cumulé ne dépasse pas les 18 % du montant total des résultats des deux programmes ;
4. Demande que le montant total soit déboursé en deux tranches correspondant aux deux phases proposées de respectivement 2 et 3 ans et, en conséquence, demande à l'AFD de proposer une liste de conditions incluant des livrables au décaissement de la deuxième tranche ainsi qu'un budget ventilé sur ces 2 phases ;
5. Demande au SE CAFI de partager avec la décision une note technique d'accompagnement de la décision ;
6. Demande à l'AFD de soumettre le Document de programme et son budget révisés, validés par les Ministères bénéficiaires, une matrice de réponse aux commentaires du Conseil d'Administration et une première version du PI-PUDT, au plus tard, au 13 Mai 2022 ;
7. Demande au Secrétariat de CAFI de produire une évaluation technique justifiant que les modifications

susmentionnées sont satisfaisantes en vue d'informer le Conseil d'Administration et le Comité de Pilotage du Partenariat pour informer le contenu de la décision sur le statut d'approbation du programme ;

8. Demande à l'AFD de proposer un calendrier de planning de déploiement sur la première année de mise en œuvre du programme.